
H-France Review Vol. 13 (May 2013), No. 57

Ludovic Tournès, *Sciences de l'homme et politique, les fondations philanthropiques américaines en France au XXe siècle*. Paris : Classiques Garnier, 2011. 412 pp. 59.00€. (cl). ISBN 978-2-8124-0254-8.

Compte-rendu par Gérard Bossuat, Université de Cergy-Pontoise.

L'ouvrage de Ludovic Tournès, professeur à l'université de Paris-Ouest-Nanterre-La Défense, est dédié à de nouveaux champs de la recherche dans l'histoire des sociétés humaines. Il est consacré à de nouveaux acteurs du jeu international, les fondations philanthropiques américaines en France. L'introduction, qui est déjà une conclusion, conduit l'auteur à affirmer que l'action des fondations américaines s'insère « en coproduction » dans des projets établis par les acteurs français.

La genèse du mouvement philanthropique américain s'explique par le triomphe capitaliste américain au XIXe siècle incarné par Andrew Carnegie, richissime roi de l'acier. Il veut mettre les gains au service de la collectivité grâce à des fondations qu'il crée à partir de 1893, regroupées dans la Carnegie Corporation of New-York en 1911. John D. Rockefeller, le magnat du pétrole, porte à son maximum son industrie de la bienfaisance en créant la fondation Rockefeller en 1913. D'autres personnalités ont aussi créé à plus petite échelle des fondations philanthropiques. L'héritage conceptuel de Carnegie et Rockefeller survit chez de riches Américains du XXIe siècle.

La Première Guerre mondiale, explique Ludovic Tournès, est l'occasion de mondialiser la philanthropie qui passe de l'humanitaire au traitement de fond des problèmes. La mondialisation philanthropique américaine, appuyée sur la nouvelle puissance américaine, se développe en commençant par l'Amérique du sud et les Caraïbes après la guerre avec l'Espagne puis s'étend à l'Asie. L'intervention américaine dans la guerre en 1917 est accompagnée d'un développement de l'action des sociétés philanthropiques américaines en Europe : Croix-Rouge américaine, la fondation Rockefeller, Filles de la révolution américaine, Eglise de la Science chrétienne et Armée du Salut. À celles-ci s'ajoute l'action de Hoover en Belgique occupée. La fondation Rockefeller soutient l'expérimentation scientifique en installant un hôpital de campagne destiné à traiter les plaies infectées (Compiègne) ; elle entreprend une action de lutte contre la tuberculose en France entre 1917 et 1923, créant une *Commission for the Prevention of the Tuberculosis in France*. Elle y associe chercheurs américains et autorités scientifiques et administratives françaises. Elle réalise des enquêtes statistiques destinées à cerner l'ampleur du problème (*surveys*).

Un maillage national de dispensaires, de laboratoires d'analyse, de comités locaux pour coordonner la lutte est installé sous la direction d'un Comité national de défense contre la tuberculose. Ces actions sont nourries par l'engagement des acteurs français motivés par les campagnes hygiénistes de l'avant-guerre. Des formations de médecins sont organisées et, plus largement, la formation d'infirmières. S'illustrent Frances Elisabeth Crowell, infirmière réformatrice et féministe de New York, et Léonie Chaptal, qui avait ouvert une école de formation d'infirmières dès 1905. La profession d'infirmière vient de naître. L'information du public est réalisée grâce à l'envoi d'articles courts et précis aux journaux à partir de 1917, par le cinéma et les méthodes publicitaires. Le docteur Calmette, co-inventeur du BCG, vaccin contre la tuberculose, estime que la Commission a impulsé le mouvement de masse en faveur de la lutte contre la tuberculose.

La fondation Rockefeller contribue aussi à définir des politiques de santé publique en France mais aussi en Europe. La fondation joue un rôle clef dans la création de l'ONHS (Office national d'hygiène sociale) en 1924. Ses membres élaborent une vision d'ensemble de la santé publique en France, fondée sur des travaux statistiques. L'auteur estime que la politique de santé publique de l'entre-deux-guerres résulte d'un apport croisé européen, américain et français, s'inspirant des pratiques d'autres pays européens. C'est le *benchmarking* avant l'heure. La Rockefeller a joué un rôle important dans la réforme des études médicales en France. Son investissement s'est porté sur les Universités de Paris, Lyon et Strasbourg. L'idée est d'instaurer le plein temps des médecins dans les hôpitaux et de pratiquer la médecine expérimentale conformément à son programme mondial de créer des complexes médicaux associant facultés de médecine, hôpitaux et laboratoires de recherche médicale, une pratique allemande. Strasbourg, en 1919, représente le bon modèle de cohérence hospitalo-universitaire, mais un exemple impossible à suivre, parce qu'allemand ! Lyon remplace Strasbourg comme pôle pilote hospitalo-universitaire. Il est réalisé en 1933. Reste à gagner Paris. Ce qui n'aboutit pas pour des raisons financières. La fondation a engagé beaucoup d'argent pour obtenir une réforme des études. Elle a organisé des échanges de pratiques entre décideurs français et experts américains. Elle ne peut cependant se substituer au pouvoir politique, mais elle fait circuler des idées neuves dans un espace transnational. Elle favorise les réformateurs du corps médical mondial.

La fondation Rockefeller investit aussi dans la recherche biomédicale et l'auteur montre avec beaucoup de conviction que le CNRS (Centre national de la recherche scientifique), organisme public, né en 1939, a des ancêtres liés aux fondations. La nécessité d'un développement urgent de la science française était une évidence en 1919, car il apparaissait que la science allemande était supérieure aux productions françaises. Associé à d'autres financements, privés et français, l'*International Education board* poursuit les mêmes buts que la Rockefeller. Réorganisée, la Rockefeller se donne bientôt un objectif global hyper-scientifique et eugéniste, capable de créer un homme nouveau. La recherche sur les sciences de l'homme, au cœur de sa nouvelle démarche, inspire la demande de scientifiques français de créer un service national de la recherche scientifique. La fondation Rockefeller est présente massivement en terme de crédits, bourses, en biologie et médecine, dépensant plus de deux millions de dollars entre 1925 et 1939 au profit des grands laboratoires : institut Henri Poincaré, Muséum d'histoire naturelle de Paris, laboratoire de parasitologie, laboratoire de chimie de Jean Perrin, station de biologie marine de Roscoff, stations anti paludisme en Corse, ou la Fondation Pierre et Marie Curie. La fondation finance aussi des *fellowships* et des *grants-in-aid*. L'objectif est de faciliter les déplacements de chercheurs français à l'étranger, beaucoup aux États-Unis. Il est impossible de présenter tous les champs de la recherche couverts par les crédits Rockefeller, mais ils intéressent tous les secteurs de la science expérimentale fondamentale. La fondation « est bien l'un des éléments incontournables du paysage scientifique français de l'entre-deux-guerres » (p. 205).

Sous le titre « penser le monde contemporain », Ludovic Tournès attire l'attention sur une activité de la fondation dans l'émergence des sciences sociales. Il insiste sur le rôle de cristallisation de la fondation dans les sciences sociales plus que sur celui de conception du discours français en sciences sociales. La fondation Carnegie avait déjà travaillé, à Paris, en 1912 à rassembler les mouvements pacifistes, sans grand succès. Des relations sont établies entre la fondation Rockefeller et Charles Rist, l'économiste le plus en vue alors, ou encore Marcel Mauss, sociologue. Mais le statut d'ingénieur social que la Rockefeller veut conférer au chercheur en sciences humaines ne correspond pas encore à l'univers des Français. La réorganisation de la fondation en 1929 donne vie à cette relation qui confronte deux conceptions de la réorganisation des sciences sociales en France, celle de Rist et celle de Mauss. La création en 1934 du CURS (Conseil universitaire de la recherche sociale) par Bouglé, Mauss et Henri-Léon Lévy-Ullmann justifie les crédits de la Rockefeller, qui parfois représentent la totalité des crédits recherche de certains centres en sciences sociales. La fondation favorise les études statistiques, les recherches collectives, les travaux de terrain imités des *surveys* de la lutte anti-tuberculose. Des *fellowships* sont attribués à des jeunes chercheurs français, dont l'un à Robert Marjolin, jeune économiste observateur du New Deal, ce dont il se servira avec Jean Monnet pour le plan français et ensuite à

l'OECE ou à la Commission européenne. Marjolin donne des analyses précises au *Populaire*, journal de la SFIO (parti socialiste) de Léon Blum. Mais, en désaccord avec Blum sur la limitation du temps de travail à 40 heures par semaine, il démissionne du cabinet Blum en 1938. Des crédits favorisent les études de terrain menées par l'ethnologue Marcel Griaule ou le commandant Montagne, et par le juriste sociologue des religions, Gabriel Le Bras. Le développement des études sur les sociétés coloniales est abondamment présenté par Tournès qui cependant ne dit pas clairement si elles viennent d'une maturation intellectuelle franco-rockefellerienne. Que pense la fondation de la colonisation ou du nazisme ?

Pendant la guerre les financements Rockefeller cessent, mais la fondation pour l'étude de problèmes humains d'Alexis Carrel, créée pour répondre au vœu de nombreux scientifiques français et américains, est « la première concrétisation institutionnelle de grande ampleur en France d'un rêve de synthèse des sciences qui a agité l'entre-deux-guerres ». Carrel est proche des milieux scientifiques américains ; il participe à l'espérance de faire naître un « Aristote composite » capable de donner la clef de la compréhension de l'humanité. La volonté de rénovation par la science trouve un terreau favorable à Vichy qui vise à régénérer la population française, un projet eugéniste donc, mais associé aussi à un projet de synthétiser les sciences sous la direction de la médecine ; l'ambition a été viciée par l'usage fait des sciences de l'homme par le nazisme et par Vichy. L'ambition intellectuelle de la fondation Rockefeller est détruite radicalement par le génocide qui semble être une application de théories globalisantes en faveur d'un homme nouveau et par la bombe atomique dont les recherches ont été soutenues par la fondation Rockefeller. La fondation révisé donc son programme pour l'orienter vers la santé, l'agriculture et l'éducation. La fondation participe à la renaissance du CNRS dont nombre de ses acteurs sont des anciens *fellows* de la fondation. Le financement de la recherche française par la Rockefeller reprend en 1945 jusqu'en 1967 environ. Il existe une permanence entre l'avant et l'après-guerre, la fondation favorisant l'institutionnalisation de la biologie moléculaire en France, installant la biomédecine comme domaine d'étude à l'avant-garde de la recherche.

En raison des impasses du projet scientifique, la fondation choisit de mettre l'accent sur les sciences sociales afin de participer à la reconstruction sociale mondiale. Des fonds sont affectés aux sciences sociales dans les universités américaines et dans le monde. La Rockefeller, avec la Ford et la Carnegie, participe au *containment* en accord avec le Département d'Etat. L'action des fondations vise à fournir des éléments d'analyse permettant au politique d'intervenir efficacement. La Rockefeller est d'ailleurs éclipsé par une nouvelle venue, la fondation Ford, en 1950, qui s'inscrit résolument dans le combat de guerre froide. Elle est sans doute l'ONG la plus puissante du monde. L'action de la Ford est l'équivalent intellectuel du plan Marshall estime Tournès. La Rockefeller soutient l'Institut de science économique appliquée (ISEA) de François Perroux qui s'ouvre sur l'international. Elle lui fournit, entre 1948 et 1966 200 000 dollars ; l'Institut Scientifique de Recherches Économiques et Sociales (ISRES) de Rist puis de Jean-Marcel Jeanneney est aussi financé par la Rockefeller, puis devenu le Service d'études de l'activité économique (SEAE) par la Ford en 1957, créant ainsi une expertise économique au service du politique. L'Institut européen d'administration des affaires (INSEAD) de Fontainebleau est largement financé par la Ford (1,27 millions de dollars de 1960 à 1975). Elle poursuit l'objectif de moderniser le management européen. Un bilan des années de croissance fait apparaître le rôle central des fondations philanthropiques américaines dans la coopération entre le monde intellectuel et le monde politique » et l'ouverture internationale des économistes et des gestionnaires d'entreprises.

Les fondations philanthropiques américaines ont aussi investi leur argent au service de sciences humaines et sociales. La Rockefeller entend bien soutenir la création de la VI^e section de l'École pratique des hautes études (EPHE) dédiées aux sciences sociales : histoire, économie, sociologie. Elle soutient l'Institut d'Études politiques de Paris (IEP) par l'achat d'ouvrages scientifiques aux États-Unis. Un cycle d'étude des relations internationales est créé par l'historien Jean-Baptiste Duroselle en 1953. Les fondations accordent un soutien très fort au CERI intégré à la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP). La Ford donne 200 000 dollars entre 1958 et 1963. La Rockefeller accorde des

crédits à d'autres universités françaises pour y développer les études sur la société américaines ; la Ford verse 700 000 dollars pour la Maison des sciences de l'Homme (MSH) de Paris avec pour objectif avoué de regrouper l'ensemble des centres de recherches en sciences sociales. L'histoire y tient une place éminente du fait de Fernand Braudel. La Ford et la Rockefeller ont donc contribué efficacement à la naissance de la VIe section de l'EPHE, à l'essor de la FNSP et la Maison des sciences de l'homme. Pour autant il ne s'agit pas d'une transplantation d'un modèle américain, mais d'une impulsion décisive en raison de leurs ressources et de leur capacité à s'insérer dans les relations entre acteurs universitaires français. La création de la MSH est à ce titre très intéressante, car il n'y a pas de choc frontal franco-américain. Les fondations internationalisent les problématiques et les thématiques de recherche des Français.

Tournès a brossé un tableau séduisant de la relation entre les fondations philanthropiques américaines, essentiellement la Rockefeller, et les intellectuels et politiques français. Cette relation correspond à l'impressionnante montée en puissance générale des États-Unis au vingtième siècle. Cette relation est voulue par les fondations et recherchée par les milieux français de la recherche. Mais jamais la partie française n'est en mesure, en retour, de conquérir les États-Unis alors qu'elle obtient aussi des résultats de valeur et conduit des savants au sommet de la renommée. Est-ce toujours la question des crédits qui empoisonne le milieu français ? Tournès montre la permanence de l'obstacle. L'action visible des fondations a cessé en France à la fin des années 60 et pourtant les sciences de l'homme y prospèrent toujours vigoureusement. Il n'y a pas de modèle américain imposé par les fondations, redit constamment Tournès, presque plus un modèle allemand répandu par les fondations américaines. Le principal mérite de ces fondations est d'avoir travaillé à la transnationalisation de la science, à la circulation des idées et des acteurs. Elles ont eu une action propre différente de celle des États-Unis en tant qu'État. Mais elles n'ont pas réussi à faire des universités les centres de diffusion des nouvelles sciences : le CNRS est né en 1939 et la VIe section de l'EPHE devient l'École des Hautes études en sciences sociales en 1975.

Les ambitions des fondations américaines s'inscrivent dans la problématique de l'empire américain par invitation. Ludovic Tournès aurait pu s'interroger sur cette façon de conquérir le monde qui renouvelle les méthodes de l'influence. Les fondations construisent un monde décloisonné, souple, réceptif aux innovations. Elles inscrivent leur projet dans des institutions durables. Mais il faudrait expliquer comment ce monde nouveau est né dans les cerveaux de MM Carnegie et Rockefeller, comment il correspond si bien à « la Destinée manifeste » des États-Unis.

Ce livre si riche s'appuie sur un ensemble d'archives françaises et américaines et de nombreux ouvrages. L'auteur lance un appel aux historiens pour qu'ils investissent le champ de la construction d'un modèle d'organisation des sciences et des universités, américanisé et mondialisé, car « non seulement le modèle américain se constitue en même temps qu'il s'exporte, mais son exportation contribue à sa construction ».

Gérard Bossuat
Université de Cergy-Pontoise
bossuat.gerard@neuf.fr

Copyright © 2013 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for edistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/ republication in electronic form of more than five percent of the contents of H-France Review nor re-publication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of

H-France. The views posted on H-France Review are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172